

Cote du document:	<u>EB 2009/98/R.35/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>17 c) v)</u>
Date:	<u>17 décembre 2009</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République socialiste démocratique de Sri Lanka pour le

Programme national de développement des entreprises agroalimentaires

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Sana F. K. Jatta

Chargé de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2446

courriel: s.jatta@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Recommandation pour approbation	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	6
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	7
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	8
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Recommandation pour approbation

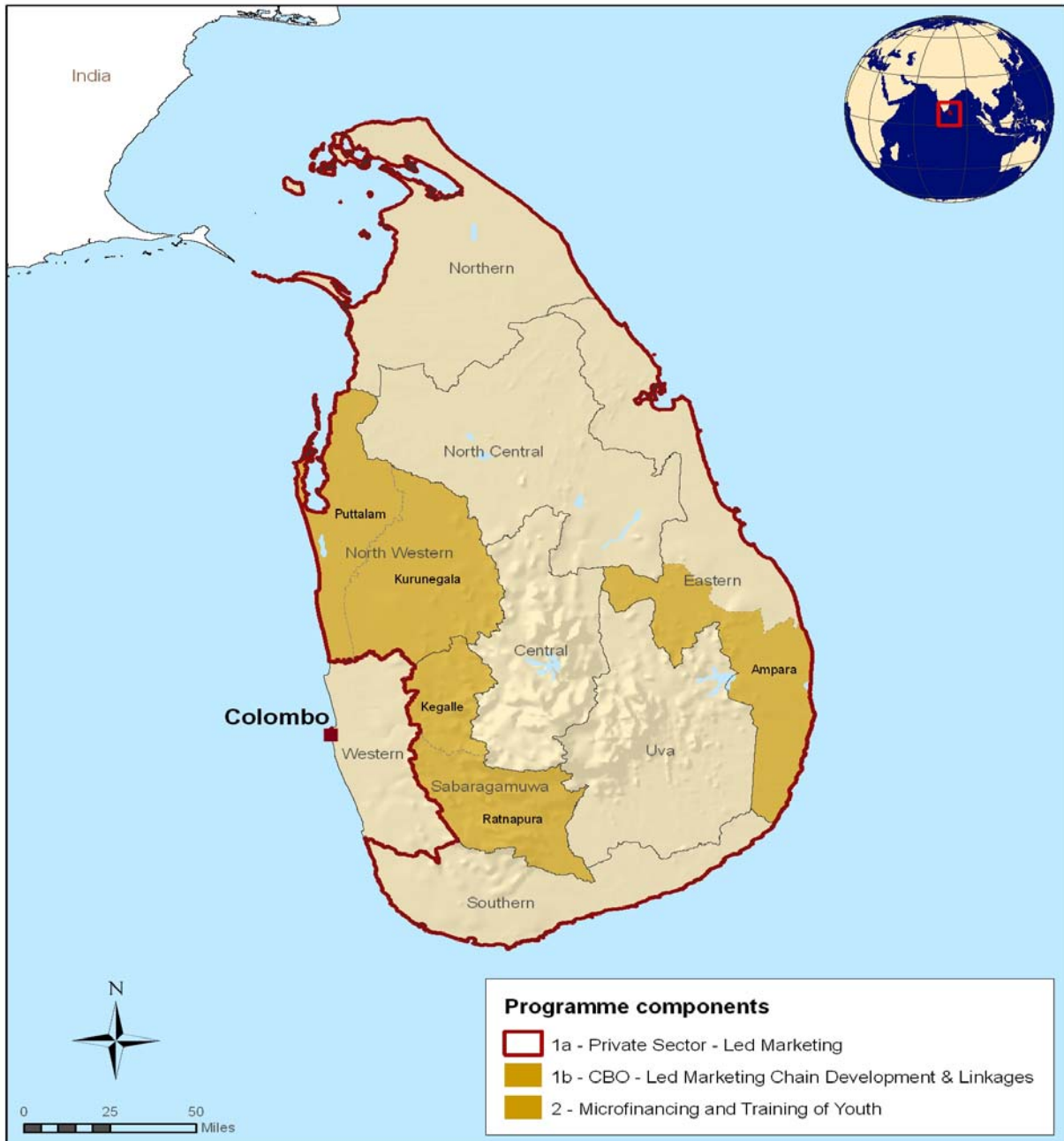
Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République socialiste démocratique de Sri Lanka pour le programme national de développement des entreprises agroalimentaires, telle qu'elle figure au paragraphe 36.

Carte de la zone du programme

Sri Lanka

National Agribusiness Development Programme

Programme area



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République socialiste démocratique de Sri Lanka

Programme national de développement des entreprises agroalimentaires

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République socialiste démocratique de Sri Lanka
Organisme d'exécution:	Banque centrale de Sri Lanka
Coût total du programme:	32,96 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	15,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 25,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceurs:	Sociétés privées Organisations communautaires Institutions financières participantes
Montant du cofinancement:	Sociétés privées: 5,25 millions d'USD Organisations communautaires: 0,76 million d'USD Institutions financières participantes: 0,39 million d'USD
Conditions du cofinancement:	Sociétés privées: fonds propres Organisations communautaires: fonds propres Institutions financières participantes: prêt
Contribution de l'emprunteur:	1,0 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,56 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervisé directement

Proposition de prêt à la République socialiste démocratique de Sri Lanka pour le programme national de développement des entreprises agroalimentaires

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Le secteur agricole croît plus lentement que ceux de l'industrie et des services du pays. Par conséquent, le taux de pauvreté est plus élevé dans ce secteur. La politique gouvernementale favorise la conclusion de partenariats public-privé pour le développement d'entreprises agroalimentaires en vue de stimuler la croissance de l'agriculture. Toutefois, les efforts se sont dans une large mesure limités à faciliter la conclusion d'arrangements contractuels afin que des entreprises puissent s'approvisionner auprès des exploitants. Bien que ces contrats permettent à quelques petits exploitants d'accroître leurs revenus, la participation directe des agriculteurs aux activités de transformation en amont et à la commercialisation serait encore plus profitable pour nombre d'entre eux. Le programme proposé apportera aux petits exploitants l'aide financière et technologique dont ils ont besoin pour jouer un rôle actif dans les chaînes de valeur agricoles en tant que partenaires égaux.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République socialiste démocratique de Sri Lanka un prêt d'un montant de 15,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 25,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables afin de contribuer au financement du programme national de développement des entreprises agroalimentaires. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour Sri Lanka au titre du cycle 2007-2009 du SAFP est de 25,0 millions d'USD. Ces fonds seront engagés en totalité dans le cadre du programme de manière que Sri Lanka utilise intégralement l'allocation.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Le programme s'inscrit dans le plan d'investissements agricoles à moyen terme du gouvernement (2010-2016), estimé à 1,02 milliard d'USD.

Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints

5. Le programme s'inscrit dans le cadre de développement décennal du gouvernement (*Mahinda Chinthana*), dont l'agroalimentaire constitue l'un des principaux piliers.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

6. La capacité de Sri Lanka d'assurer le service de sa dette extérieure est bonne. Son bilan en matière de remboursement des prêts du FIDA est exemplaire.

Flux de fonds

7. Le montant du prêt du FIDA sera déposé sur un compte spécifique, géré par l'unité de gestion du programme, qui est intégrée au Département de développement régional de la Banque centrale de Sri Lanka. L'unité de gestion transférera ces fonds au compte du programme en monnaie locale, conformément aux plans de travail et budgets annuels approuvés.

Modalités de supervision

8. Le FIDA supervisera directement le programme, en étroite coordination avec les cofinanceurs et les organismes publics de surveillance concernés.

Gouvernance

9. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) des protocoles d'accord contraignants seront conclus avec les sociétés privées et les organisations communautaires à l'origine de chaque plan d'activité, dont la réalisation sera supervisée par l'unité de gestion du programme; ii) le comité directeur du programme, présidé par le Ministère des finances et de la planification, communiquera les orientations générales et approuvera les plans de travail et budgets annuels ainsi que les dispositifs pour la détention fiduciaire des actions des exploitants; iii) la sélection des entreprises et des organisations communautaires ainsi que l'approbation des plans d'activité sont soumises à des critères stricts; iv) il est prévu de réaliser périodiquement des examens et des évaluations de la performance; et v) le programme et les différentes chaînes feront l'objet d'un audit indépendant annuel.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

10. Le groupe cible est constitué de petits exploitants agricoles, de producteurs, de femmes, de ménages sans terre et de jeunes. La composante développement des filières de commercialisation et des liens avec le marché aura une envergure quasi nationale (seules la province occidentale et les zones urbaines seront exclues). La composante microfinance et formation des jeunes vise en particulier cinq des districts les plus pauvres, soit Ampara, Kegalle, Kurunegala, Puttalam et Ratnapura.

Méthode de ciblage

11. La méthode de ciblage du programme est conforme à la politique du FIDA en la matière. Pour la composante développement des filières de commercialisation et des liens avec le marché, le programme déterminera quels sont les villages les plus pauvres pour ensuite choisir les habitants les plus démunis de chaque village au terme d'une évaluation de la richesse. Au moins 80% des producteurs ciblés exploiteront moins d'un hectare de terre et tireront au moins 50% de leur revenu de l'agriculture. Les dirigeants d'organisations paysannes ne seront toutefois pas exclus. La composante microfinance et formation des jeunes ciblera spécifiquement les femmes, les ménages sans terre et les jeunes.

Participation

12. Dans le cadre du projet, les producteurs pauvres pourront s'organiser et se renforcer, de manière à créer des entreprises, devenir actionnaires de centres de transformation en participation ou en propriété exclusive, et conclure des contrats d'exploitation rémunérés avec des sociétés privées et des organisations communautaires. Des investissements visant à maintenir et à augmenter la productivité de leurs exploitations seront effectués. Des entreprises et des organisations communautaires cofinanceront les investissements dans la transformation et la commercialisation conformément aux plans d'activité approuvés. Les institutions financières participantes mettront en œuvre la composante microfinance et compléteront les ressources mises à disposition par des fonds propres pour assurer la viabilité des initiatives. Les instituts publics de vulgarisation et de recherche transmettront le savoir technique en complément de l'expertise fournie par les sociétés et les organisations communautaires.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

13. L'objectif de développement général consiste en la réduction de la pauvreté et l'amélioration durable des moyens d'existence dans les zones du programme. Le

programme vise spécifiquement à aider les petits producteurs, les femmes, les travailleurs sans terre et les jeunes à augmenter leurs revenus.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

14. Le programme contribuera à l'augmentation de la production et au développement de l'agriculture commerciale en favorisant la création de coentreprises par des exploitants et des sociétés privées en tant que partenaires égaux. Il renforcera les partenariats public-privé et les arrangements de copropriété conformément à la Stratégie du FIDA pour le secteur privé: développement et partenariat.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

15. Le programme est aligné sur le programme d'options stratégiques pour Sri Lanka, qui souligne la nécessité de promouvoir les partenariats entre les ruraux pauvres et le secteur privé et la société civile. Il est également conforme au Cadre stratégique 2007-2010 du FIDA, puisqu'il permettra aux ruraux pauvres d'accéder à de meilleures technologies agricoles, à des marchés transparents et concurrentiels, et à des services financiers ruraux. En outre, le programme renforcera la capacité des jeunes ruraux pauvres, des ménages sans terre et des femmes à tirer parti des possibilités d'emploi hors exploitation et de création de petites entreprises.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

16. Le programme s'inscrit dans la veine agro-industrielle du plan de développement décennal du gouvernement et de son énoncé de politique agricole, qui vise à favoriser les partenariats public-privé en agriculture commerciale et à renforcer les services financiers ruraux pour l'agriculture.

Harmonisation avec les partenaires du développement

17. Des efforts ont été déployés afin d'harmoniser les arrangements institutionnels du programme avec le projet de compétitivité agricole de la Banque mondiale, dont l'élaboration vient de débuter. Si le gouvernement donne son accord, le projet de la Banque mondiale partagera l'unité de gestion du programme, qui sera renforcée comme il se doit. Le concept du programme permet des synergies avec le programme Connecting Regional Economies (CORE), financé par l'Agence américaine pour le développement international; le projet de formation professionnelle des femmes et des jeunes, financé par l'Agence allemande de coopération technique (GTZ); et le projet sur la microfinance et la réduction de la pauvreté, financé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)¹.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

18. Le programme a trois composantes: a) développement de la filière de commercialisation et des liens avec le marché; b) microfinance et formation des jeunes; et c) gestion de programmes et appui à la formulation des politiques.

Catégories de dépenses

19. Il y a 10 catégories de dépenses: véhicules (2%); travaux de génie civil (11%); équipements et biens (10%); conseils et études techniques (4%); formation et ateliers (12%); contrats de services (9%); crédit (27%); mécanisme de financement à long terme (21%); salaires et indemnités (3%); et fonctionnement et entretien (1%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

20. L'agent principal du programme est la Banque centrale de Sri Lanka. Les autres partenaires d'exécution sont: les producteurs et leurs associations; les organisations

¹ La Banque japonaise pour la coopération internationale et l'Agence japonaise de coopération internationale ont fusionné.

communautaires; les sociétés privées, en particulier celles qui ont présenté les neuf premiers plans d'activité examinés et approuvés durant les missions de conception; les institutions financières participantes; les prestataires de services publics et privés; les ministères responsables de l'agriculture, de l'élevage, des cultures supplémentaires et de la consolidation de l'État; les chambres de commerce; et l'Office de développement des exportations. La compétence législative relative au programme incombe à un comité directeur national.

Responsabilités en matière d'exécution

21. Le comité directeur national examinera et approuvera les plans de travail et les budgets annuels, les plans d'activité et les investissements connexes du programme. Par voie d'appel d'offres, l'unité de gestion du programme sélectionnera des partenaires commerciaux (sociétés, organisations communautaires, institutions financières participantes et groupements de producteurs) en fonction des critères d'admissibilité; supervisera la mise en œuvre des plans d'activité approuvés; mettra en place un système de suivi et d'évaluation et un plan de gestion des savoirs; et procédera à la passation des autres marchés. Les sociétés, les organisations communautaires et les institutions financières participantes prépareront des notes conceptuelles et des plans d'activité pour approbation, avec l'appui de l'unité de gestion du programme, le cas échéant. Lorsque les plans auront été approuvés, les organisations communautaires et les institutions financières participantes les mettront en œuvre en partenariat avec les producteurs. Les questions relatives aux politiques seront analysées par les départements gouvernementaux concernés, qui recommanderont l'approbation et la diffusion des politiques. Toutes les parties au programme exécuteront un plan d'action pour l'égalité des sexes et adopteront des bonnes pratiques agricoles.

Rôle de l'assistance technique

22. L'assistance technique sera fournie par des prestataires de services, qui élaboreront les manuels d'exécution du programme, réaliseront les études d'impact et (le cas échéant) les analyses techniques des plans d'activité, et se chargeront de la sensibilisation et de la formation en matière d'égalité des sexes et sur les questions environnementales. Les technologies d'amélioration de la production et le perfectionnement des compétences des producteurs s'inscriront également dans une assistance technique fournie par les départements gouvernementaux et les sociétés.

Situation des principaux accords d'exécution

23. Il a été convenu de ce qui suit: a) un mémorandum d'accord, acceptable pour le FIDA, sera signé avec chaque partenaire commercial; b) un conseil d'administration sera constitué et chargé de détenir les actions pour le compte des producteurs et/ou des petits exploitants agricoles jusqu'à leur remboursement; c) trois fonds renouvelables alimentés par les remboursements de prêts seront créés (fonds d'actions, fonds de financement de prêts à moyen et long terme et fonds de microfinancement); d) trois membres clés du personnel de l'unité de gestion du programme seront sélectionnés: le directeur, le sous-directeur et le spécialiste du suivi et de l'évaluation; e) l'unité de gestion du programme sera intégrée à la Banque centrale de Sri Lanka et continuera de favoriser les partenariats entre le secteur privé et les producteurs pauvres; et f) des accords de prêt subsidiaires entre la Banque centrale de Sri Lanka et les institutions financières participantes, acceptables pour le FIDA, seront rédigés pour l'utilisation des lignes de crédit dans le cadre du programme.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

24. Le coût total du programme est de 32,96 millions d'USD sur cinq ans, ou sur toute autre durée notifiée par le FIDA à l'emprunteur. Les sources de financement sont réparties comme suit: FIDA (75,8%); sociétés privées (15,9%); organisations

communautaires (2,3%); institutions financières participantes (1,2%); producteurs (1,7%); et gouvernement (3%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

25. Les principaux avantages du programme sont les suivants: accroissement des marges nettes sur la vente de produits agricoles et de la productivité des exploitations, création d'emplois et augmentation des revenus. Ces résultats passent par de meilleures technologies; la transformation des produits agricoles et un meilleur accès aux marchés, notamment en ce qui concerne les fruits (fruits de la passion et ananas), les légumes (concombres à mariner et piments jalapeño), les épices (poivre et cannelle), les céréales (riz non décortiqué et maïs), le lait et le poisson séché; et des possibilités d'activités génératrices de revenus.

Viabilité économique et financière

26. Selon une analyse financière de cinq des plans d'activité types, les producteurs peuvent échanger le capital-actions durant la deuxième et la troisième année dans le cas des fruits de la passion, la troisième et la quatrième année pour le poisson séché et la quatrième et la cinquième année pour les produits laitiers. Le taux de rendement économique du programme est de 29% sur 15 ans. L'analyse de sensibilité a confirmé l'excellente viabilité du programme.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

27. En raison du caractère novateur du programme, il sera essentiel d'assurer une supervision étroite et de prévoir des mesures adéquates pour l'apprentissage. Six mois après l'entrée en vigueur de l'accord, le FIDA et l'unité de gestion du programme conviendront d'une stratégie de gestion des savoirs afin de tenir régulièrement des salons des savoirs et de l'apprentissage, auxquels participeront des spécialistes locaux et internationaux; de mettre en place des systèmes efficaces de gestion et d'information avec le concours d'étudiants universitaires, pour assurer un suivi de l'impact du programme et préparer des études de cas concernant les nouvelles expériences, les problèmes et les solutions; et d'afficher les résultats sur le site web du programme, qui sera créé au cours de la première année. Afin que le programme soit sur la bonne voie, les plans d'activité et les activités feront l'objet d'un suivi et d'une évaluation continus.

Innovations en matière de développement

28. Le programme comprend quatre éléments novateurs qui visent à: offrir des financements en fonds propres pour stimuler les investissements à long terme; aider les producteurs pauvres à participer aux activités de transformation en amont; former les jeunes ménages sans terre et veiller à ce qu'ils trouvent du travail dans les sociétés; et encourager les arrangements de partenariat et de copropriété entre les sociétés/organisations communautaires et de nombreux producteurs.

Approche d'élargissement

29. Le programme démontrera que les secteurs public et privé peuvent créer des coentreprises en agriculture commerciale en partenariat avec les producteurs pauvres. Lorsque les résultats auront été évalués et jugés efficaces, les activités seront élargies: d'une part, les partenariats existants avec les sociétés, les organisations communautaires et les institutions financières participantes seront développés et, d'autre part, de nouveaux partenaires seront mobilisés. Trois fonds renouvelables seront créés à cette fin au moyen des rentrées des lignes de crédit et du mécanisme de microfinancement du programme.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

30. Le programme est confronté à cinq risques principaux: le manque d'empathie des sociétés envers les ruraux pauvres; la rupture des contrats entre les sociétés et les producteurs; l'irrégularité qualitative et quantitative de l'offre de produits agricoles; la commercialisation inefficace dans le cadre des plans d'activité établis par les organisations communautaires; et le retrait de l'appui des décideurs aux partenariats public-privé dans le secteur agricole rural. Des mesures d'atténuation ont été prévues: sélection minutieuse de sociétés réputées pour leur empathie, et organisation d'ateliers visant à tisser des liens de confiance; négociation dans les moindres détails des modalités des contrats juridiquement contraignants, y compris des mécanismes de règlement des différends; évaluation de la qualité des sols, investissements suffisants dans les exploitations agricoles et formation des exploitants en matière de bonnes pratiques; appui de la commercialisation par la différenciation des produits fondée sur le conditionnement, la marque, etc.; et sensibilisation des services gouvernementaux concernés aux répercussions du programme afin qu'il se les approprie.

Classification environnementale

31. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B, car il ne devrait pas avoir d'incidence négative notable sur l'environnement. Des dispositions ont néanmoins été prises afin que les plans d'activité soient évalués avec soin et que des ressources soient spécifiquement affectées à la formation des exploitants et des sociétés en matière de meilleures pratiques.

K. Durabilité

32. La durabilité sera renforcée par les mesures suivantes: a) créer trois fonds renouvelables, soit un fonds d'actions, un fonds du prêt à moyen et long terme et un fonds de microfinancement, et en confier la gestion à la Banque centrale de Sri Lanka une fois le programme achevé afin que le secteur privé continue d'appuyer les partenariats avec les petits exploitants pauvres; b) renforcer les groupes de producteurs et leurs installations de première transformation; c) veiller à ce que la gestion des centres de transformation soit confiée aux sociétés privées et aux organisations communautaires ou bénéficie de leur appui; et d) appliquer des critères stricts pour la sélection des sociétés, des organisations communautaires et des institutions financières participantes.

II. Instruments juridiques et autorité

33. Un accord de financement entre la République socialiste démocratique de Sri Lanka et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
34. La République socialiste démocratique de Sri Lanka est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
35. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

36. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République socialiste démocratique de Sri Lanka un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à quinze millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (15 550 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "National Agribusiness Development Programme"

(Negotiations concluded on 11 December 2009)

Loan Number: _____

Programme Title: National Agribusiness Development Programme (the "Programme")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS:

The Borrower has requested a Loan from the Fund for purposes of partially financing the National Agribusiness Development Programme described in Schedule 1 to this Financing Agreement;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions"), are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is SDR 15 550 000.
2. The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the US dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and service charge shall be made on each 15 April and 15 October.

6. There shall be a Programme Account for the benefit of the Central Bank of Sri Lanka in the Central Bank of Sri Lanka.
7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Programme in the approximate amount equivalent to one million United States dollars (USD 1 000 000), to cover the cost of taxes and staff seconded by the Central Bank of Sri Lanka.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Central Bank of Sri Lanka (CBSL).
2. The following are designated as additional Programme Parties:
 - (i) Producers and their Associations;
 - (ii) Community Based Organisations (CBOs);
 - (iii) Private Companies;
 - (iv) Participating Financing Institutions (PFIs);
 - (v) Public and Private Service Providers;
 - (vi) The Borrower's Ministries responsible for Agriculture, Livestock, Supplementary Crops and Nation Building;
 - (vii) The three Chambers of Commerce; and
 - (viii) The Export Development Board.
3. The Programme Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement, or such later date as the Fund may designate by notice to the Borrower.

Section D

The Loan shall be administered and the Programme supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account: the Borrower has failed to ensure the continuity of tenure of Key Programme Personnel and in the opinion of the Fund, this is likely to have a material adverse effect on the Programme.
2. (a) The following is designated as an additional general condition precedent to withdrawal: No withdrawals shall be made from the Loan Account until the Programme Manager shall have been duly seconded by the Central Bank of Sri Lanka.
 - (b) The following is designated as an additional condition precedent to withdrawal from Category VII (Credit) of the Allocation Table set forth in paragraph 1, Schedule 2 hereto, in respect of each PFI: A Subsidiary Loan Agreement acceptable to the Fund, between the Lead Programme Agency and each such PFI shall have been duly signed, and a copy thereof shall have been provided to the Fund by the Lead Programme Agency.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural
Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Roma,
Italy

For the Borrower:

Secretary
Ministry of Finance and Planning
Attention: Director General, Department of
External Resources
Ministry of Finance and Planning
The Secretariat
Colombo 01
Sri Lanka

This agreement, dated _____ has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

For the Fund

For the Borrower

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target Population.* The Programme shall benefit small farmers, producers, women, the landless and youth throughout the territory of the Borrower, with the exception of the Western Province and Urban Areas (the "Programme Area").
2. *Goal.* The goal of the Programme is to contribute to poverty reduction and sustainable livelihood improvement of poor rural households in the Programme Area.
3. *Objectives.* The objectives of the Programme are to assist smallholder farmers and the landless, especially the youth by: (a) increasing their incomes through participation in the Marketing Chain Development and Linkages component which shall improve farm gate prices, on-farm productivity and add value to processed farm products; and (b) the provision of financing and training to the landless and youth to offer them improved and increased employment opportunities.
4. *Components.* The Programme shall consist of the following Components:
 - 4.1. Component 1: Marketing Chain Development and Linkages

Under this component, the following two approaches shall be pursued: (a) Private sector-led marketing chain development; and (b) Community Based Organisations (CBOs)-led marketing chain development.

(a) Component 1(a): Private Sector-led Marketing Chain Development

Under this component the Programme shall encourage private agri-business companies to work in partnership with small producers for the development of Marketing Chains. To this effect, the Programme shall invite expressions of interest (EOI) from reputable agri-business companies wishing to participate in the component activities. Such companies shall be selected on the basis of parameters and criteria acceptable to the Fund. Short listed companies shall be required to submit detailed Business Plans (BPs) to include both an investment and an implementation plan. The BPs shall be independently reviewed by the Programme Management Unit (PMU) and, if deemed satisfactory thereby, the BPs shall be further negotiated with the relevant Company(ies) before being submitted to the National Steering Committee (NSC) for approval.

(b) Component 1(b): CBO-led Marketing Chain Development

Under this component small producers and farmers shall be majority shareholders in the entire CBO-led marketing chain, and shall play the foremost role in both the management of the chain and the marketing of the products/produce. This component shall initially be implemented on a pilot basis limited to ten (10) BPs, the financing of which shall be acceptable to the Fund. Subject to successful implementation to be assessed either under the Mid-Term Review or other specific impact review(s), the Programme shall reallocate resources from Component 1(a) above to support additional Business Plans.

4.2 Component 2: Microfinance and Training of Youth

This component, which shall focus on the districts of Ampara, Kegalle, Kurunagala, Puttlam and Ratnapura, shall finance two main activities: (a) Micro-Finance; and (b) Youth Training.

(a) Sub-Component 2 (a): Micro-Finance

The Programme shall provide credit resources to PFIs for on-lending to the landless poor, women groups, youth and other marginalised groups for undertaking income-generating activities. The Lead Programme Agency shall select the PFIs based on criteria agreed to by the Fund. Potential PFIs shall include, among others: (i) the Bank of Ceylon; (ii) People's Bank; (iii) Rural Development Bank; and (iv) Hatton National Bank. Social Mobilisers, to be recruited by the PFIs, shall facilitate group formation and mobilisation and encourage group members to save.

(b) Sub-Component 2 (b): Youth Training

The Programme shall finance the training of approximately two thousand two hundred (2 200) youth to provide them with skills that shall enable them find employment with the business partners of the Programme or enable them to start their own business(es) as small-scale rural entrepreneurs. In order to be eligible for training the youth shall be from poor families, in particular poor women-headed households.

4.3 Component 3: Programme Management and Policy Support

This component shall comprise two sub-components: (a) Programme Management; and (b) Policy Support.

(a) Sub-Component 3(a): Programme Management

Under this sub-component the Programme shall: (i) establish a PMU within the Regional Development Department of the Lead Programme Agency; (ii) finance gender sensitization workshops, trust-building campaigns between the companies and the producers, and specific case-studies for knowledge management purposes; (iii) establish a Monitoring and Evaluation system; (iv) carry out a baseline survey; and (v) perform impact assessment surveys before the Mid-Term Review and Programme Completion Date.

(b) Sub-Component 3(b): Policy Support

The PMU, with the assistance of the Programme parties and the National Steering Committee (NSC), shall identify policy issues that may arise during the Programme Implementation Period, carry out research on such policy issues and use the results thereof for policy dialogue. Issues that may be considered shall include, *inter alia*: (i) the differential wages paid to women and how such differentials can be addressed; (ii) increasing the participation of youth in the agricultural sector; (iii) framework conditions for rural infrastructure development; (iv) access to land and water to secure the production base of small producers; and (v) taxation and access to financial services by newly created farmer companies.

II. Implementation Arrangements

5. *Lead Programme Agency*

The Central Bank of Sri Lanka shall be the Lead Programme Agency and shall have overall responsibility for the implementation of the Programme.

6. *National Steering Committee*

6.1. The Borrower shall establish and maintain throughout the entire Programme Implementation Period a National Steering Committee. The NSC shall be chaired by the Secretary of the Ministry of Finance and Planning or his/her representative and shall include, among others:

- (a) a representative of the: (i) Ministry responsible for Agriculture; (ii) Ministry responsible for Livestock; (iii) Ministry responsible for Supplementary Crops; (iv) Ministry responsible for Nation Building; (v) Central Bank of Sri Lanka; (vi) each of the three Chambers of Commerce/Private Sector; (vii) Export Development Board; and (viii) Producers' Associations.
- (b) representatives of the concerned Departments of the Ministry of Finance and Planning, including the National Planning Department; Public Enterprises Department; External Resources Department, and the Development Finance Department, who shall have observer status within the NSC. The Programme Manager shall act as its Secretary.

6.2. Among other things, the NSC shall review and approve the AWPBs, Business Plans and related investment plans.

7. *Programme Management Unit*

7.1. The Lead Programme Agency shall establish, by Special Order, and maintain throughout the entire Programme Implementation Period a Programme Management Unit (PMU). The PMU shall be headed by the Programme Manager and include the following: (a) an Agri-Business Expert who shall act as Deputy Programme Manager; (b) a Programme Finance Specialist with experience in equity financing; (c) an assistant Business Plan Analyst; (d) a Gender Specialist; (e) a Monitoring and Evaluation/Knowledge Management Specialist; (f) an Accountant; and (g) two secretaries, a data-entry operator and support staff, as required.

7.2. Specifically the PMU shall have the following responsibilities:

- (a) Invite Expressions of Interest from companies willing to enter into partnerships with the poor producers or farmers;
- (b) conduct independent assessments of submitted BPs to ensure compliance thereof with the Programme's targeting criteria, the provisions of this Agreement and of the Programme Design Report;
- (c) ensure that all necessary legal documents and agreements for the Business Plans are drawn-up;
- (d) ensure timely flow of funds to the approved BPs;
- (e) prepare and provide progress and audit reports to the NSC and the Fund;

- (f) facilitate the work of supervision missions from the Fund and the Borrower;
- (g) ensure that periodic independent assessments of the financed projects take place;
- (h) manage the Programme flow of funds including preparation of withdrawal applications and appropriate documentation in support thereof, and ensure that separate accounts are maintained and audited for Programme operations in a timely manner;
- (i) carry out procurement as required;
- (j) implement the Programme's Gender Action Plan and ensure that the Programme Parties do so as part of their implementation strategy;
- (k) establish and operate an appropriate Monitoring and Evaluation system, including compliance with the Fund's Results and Impact Monitoring Systems (RIMS) requirements, and carry out a Baseline Survey, a Completion Survey, as well as the Mid-Term Review referred to in paragraph 8 below;
- (l) implement a Knowledge Management plan; and
- (m) conduct periodic independent assessments of the partnerships including independent audits of the proceeds of the Financing received by beneficiaries for their products and of the produce sold to processing centres.

8. *Mid-Term Review*

The Lead Programme Agency and the Fund shall jointly carry out a review of the Programme implementation no later than the end of the thirtieth month of entry into force of this Agreement (the "Mid-Term Review") based on the terms of reference prepared by the Lead Programme Agency and agreed to by the Borrower and the Fund.

9. *Programme Implementation Manual*

The Lead Programme Agency shall prepare a draft Programme Implementation Manual (PIM) acceptable to the Fund as soon as possible after the entry into force of this Agreement. The draft Programme Implementation Manual shall include, among other things:

- (a) Terms of reference and implementation responsibilities of all Programme Personnel, consultants, service providers and implementing agencies;
- (b) criteria for the performance appraisal of the Programme professional staff and service providers;
- (c) Programme operational and financial procedures, participatory planning, implementation and monitoring and evaluation system and procedures including the Fund's Results and Impact Monitoring System (RIMS);
- (d) the selection criteria of agri-business companies wishing to participate in the Programme under Component 1(a);
- (e) minimum contents of the BPs of companies eligible to participate in the Programme under Component 1(a);

- (f) a provision whereby all BPs shall be approved within four (4) months of submission thereof to the NSC by the PMU;
- (g) a provision whereby the financing plan of each BP shall be assessed on a case-by-case basis to reduce the financial risk to the processing company;
- (h) a requirement whereby companies and CBOs selected under Component 1 shall: (i) organise farmers to form legal entities, (ii) provide technical assistance to improve farm productivity, (iii) coordinate input supply and procure all output through the processing center;
- (i) provisions whereby at the instigation of the Lead Programme Agency, the Long Term Financing Facility provided for by the Programme shall be held in trust, for the benefit of the producers, by a Board of Trustees;
- (j) provisions whereby any producers' available assets shall be used by the Board of Trustees, *pro-quota*, to transfer title over the shares *inter alia* in the processing facilities, to each producer and/or small farmer that participated in the relevant BP;
- (k) a provision whereby assets mentioned under (j) above shall be invested by the Board of Trustees in the equity fund established under the Programme;
- (l) provisions whereby the Lead Programme Agency shall establish three revolving funds to recycle reflows respectively from the equity fund, the medium to long-term loan fund, and the micro-finance fund under the Programme (collectively, "revolving funds"), to be managed by CBSL staff;
- (m) reference to an independent source from which small producers and farmers shall obtain price and market information;
- (n) provisions whereby disbursements of funds under Category VIII (Long Term financing Facility) of the Allocation Table set forth in paragraph 1, Schedule 2 hereto, shall be conditional upon the agri-business companies, CBOs, and producers contributing their share in the BPs;
- (o) a detailed description of legal and/or other requirements to be complied with by relevant Programme Parties in the implementation of Component 1 of the Programme; and
- (p) a description of the percentages of funding to be borne by the respective financiers of the BPs.

10. *Implementation of Programme components*

10.1 Component 1: Marketing Chain Development and Linkages

10.1.1. Component 1(a): Private Sector-led Marketing Chain Development

- (a) The PMU shall invite expressions of interest in standardised format from interested agri-business companies. To be eligible to participate in Programme activities, each such company shall meet, among others, the following criteria:
 - (i) the company's majority shareholding shall be Sri Lankan or include foreign shareholding arrangements in the form of a joint venture;
 - (ii) the Company's objectives shall be to specialise in agriculture, processing of

- agricultural materials and agri-business and/or to deal in agricultural-related products or provide services therefor;
- (iii) the company shall have been incorporated and been active in areas directly related to agricultural production and services for a minimum of five (5) years;
 - (iv) the machinery and equipment used by the company shall be in good condition, reliable and maintained in such form as to support and sustain present production outputs;
 - (v) the company shall have consistently received unqualified auditor's opinions and have a sound financial position as evidenced by its balance sheets, profit and loss accounts over the last five years and up-to-date audit statements;
 - (vi) the company shall have a reputation of fair dealing and empathy with smallholders and the poor;
 - (vii) each of the companies shall possess sound and recognised company management systems with established procedures for quality control, and a marketing structure, with qualified and experienced personnel in managerial positions;
 - (viii) each of the companies shall demonstrate that procurement from smallholders is a normal feature of the company's procurement processes and supply chain; and
 - (ix) each of the companies shall comply with the relevant environmental regulations (on preventing water and air pollution) and agricultural practices.
- (b) In ranking companies interested to submit BPs for the five focus districts of Ampara, Kegalle, Kurunagala, Puttlam and Ratnapura under Component 1, priority shall be given to those companies willing to employ youth trained under Component 2 of the Programme.
- (c) Short-listed companies, whose Expressions of Interest are successful, shall be invited to propose a detailed BP. The PMU shall review the BPs and submit eligible BPs to the NSC for approval. The PMU may be assisted by an *ad hoc* Technical Review Panel for this purpose, as required. BPs shall be appraised against Programme objectives, using economic and multi-criteria analyses acceptable to the Fund.

10.1.2. Component 1(b): CBO-led Marketing Chain Development

- (a) The implementation modalities of this component shall be similar to those under Component 1(a). Each of the CBOs, Business Development Service providers (BDS) and NGOs, shall be invited to express their interest in implementing relevant Programme activities and shall be short listed based on the following criteria:
- (i) They shall be an established legal entity possessing a transparent management and organisational structure pursuing activities aimed at poverty reduction or working with small farmers;
 - (ii) they shall possess no less than five (5) years of experience in sensitisation, group formation, market linkages and financing of group enterprises;
 - (iii) they shall be willing to employ youth trained under Component 2; and
 - (iv) they shall possess an unqualified audited financial balance sheet over the last five years.

- (b) Short listed companies shall be invited to submit proposals for the promotion of market linkages for poor households and women. The proposals shall include producer groups' BPs and investment plans. The PMU shall provide support, as required, for the preparation of the BPs. The PMU shall review submitted BPs and submit successful BPs to the NSC for approval. The PMU may be assisted by an *ad hoc* Technical Review Panel, as required. BPs shall be appraised against Programme objectives, using economic and multi-criteria analyses acceptable to the Fund. Approved proposals shall be implemented under the relevant CBO that promoted the BP in close collaboration with the small producers and/or farmers.
- (c) All on-farm investment and investment in infrastructure shall be implemented by the farmers/CBOs, who shall also be required to maintain the financed facilities in good order. It shall be the responsibility of the CBOs to arrange for and provide inputs and quality planting material to the beneficiaries of credit. The Programme shall also finance any marketing support required by the CBO on a grant basis.

10.2. Component 2: Micro-Finance and Training of Youth

10.2.1. Sub-Component 2 (a): Micro-Finance

Under this subcomponent, the Programme shall provide micro-finance for groups of poor women, the landless, and other marginalised groups, for undertaking income-generating activities. The PFIs shall draw funding for the Programme from the micro-finance facility to be established under the Programme. The Lead Programme Agency, in consultation with the Programme Parties, shall select the PFIs whose services shall be used to channel resources to end borrowers. A Subsidiary Loan Agreement acceptable to the Fund, shall be executed between the Lead Programme Agency and each PFI.

10.2.2. Sub-Component 2 (b): Youth Training

The following measures shall be implemented when determining eligible candidates for the training in targeted districts:

- (a) The identification of eligible youth shall be done by social mobilisers attached to PFIs, the companies under Component 1(a) and the CBOs under Component 1(b). Upon identification of the eligible youth, the social mobilisers shall prepare a profile indicating *inter alia* the areas of expertise that each youth may wish to pursue;
- (b) the training needs of the youth shall be identified based on their profile. The Gender Specialist with the assistance of the Agri-business Specialist shall finalise the training plan for the youth ensuring gender concerns are adequately addressed;
- (c) the PMU with the assistance of the companies shall maintain an information data base consisting of different employment needs by different companies. At the end of the training, the social mobilisers, based on information available to the PMU, shall provide necessary assistance to the youth in finding employment.

10.3. Component 3: Programme Management and Policy Support

10.3.1. Sub-Component 3(a): Programme Management

The Programme Manager and the Monitoring Evaluation/Knowledge Management Specialist shall be seconded by the CBSL from amongst its existing staff. The remaining

Key Programme Personnel, including the Agri-business Expert, the Programme Finance Specialist with experience in equity financing, the Financial Analyst, the Gender Specialist and the Accountant shall be recruited pursuant to an open, transparent and competitive process.

10.3.2. Sub-Component 3(b): Policy Support

The PMU and the Programme Parties shall decide on relevant policy support activities to be pursued during Programme implementation. To enhance ownership and prospects for subsequent implementation of relevant findings, management of policy studies to be supported shall be entrusted to the relevant line ministries. Such studies shall be limited to subjects related to BPs funded by the Programme.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of Eligible Expenditures to be Financed
I. Vehicles	170 000	100% net of taxes
II. Civil Works	1 945 000	100% of total expenditures
III. Equipment and Goods	120 000	100% net of taxes
IV. Technical Advice and Studies	790 000	100% net of taxes
V. Training and Workshop	770 000	100% net of taxes
VI. Service Provider Contracts	1 090 000	100% net of taxes
VII. Credit	4 940 000	100% of total expenditures
VIII. Long Term Financing Facility	3 620 000	100% of total expenditures, net of agri-business companies', CBOs' and producers' contributions
IX. Salaries & Allowances	440 000	100% of total expenditures net of PFI and Borrower's contributions
X. Operation & Maintenance	110 000	100% of total expenditures
XI. Unallocated	1 555 000	
TOTAL	15 550 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Credit" refers to Programme funds for: (a) agri-business companies, CBOs and producers to finance the costs of establishment and operation of processing facilities; and (b) supporting income generating activities.

"Equipment and Goods" means Eligible Expenditures related to office equipment for the PMU.

“Long Term Financing Facility” means funds to be held in trust by a Board of Trustees on behalf of producers and/or small farmers who became partners in the BPs.

“Training and Workshops” means Eligible Expenditures related to the cost of holding workshops at national and regional levels, and the cost of the public extension service officers, to the exclusion of those working for private companies.

Schedule 3

Special Covenants

For the purposes of this Agreement the Borrower shall ensure that the following provisions are complied with:

- (a) All non-seconded Programme Personnel shall be recruited pursuant to an open, transparent and competitive process;
- (b) all Personnel seconded from within the CBSL shall receive top-up salaries and adequate performance-based incentives;
- (c) CBSL Personnel shall continue to work on the revolving funds established under the Programme to build on experience gained and promote private sector-poor farmer partnerships for no less than five years after the Loan Closing Date;
- (d) the revolving funds shall continue to promote partnerships between the rural poor and the private sector for no less than five (5) years after the Loan Closing Date;
- (e) upon the Programme Completion Date, the PMU shall be integrated within the CBSL structure and continue to promote partnerships between the private sector and poor producers for no less than five (5) years after the Loan Closing Date.

Key reference documents

Country reference documents

Mahinda Chintana : Vision for A New Sri Lanka – A Ten Year Horizon Development Framework 2006 – 2016, Discussion Paper, *Department of National Planning, Ministry of Finance and Planning.*

National Programme for Food Security, Development Strategy, *Ministry of Agriculture Development and Agrarian Services, March 2009*

Annual Report, 2008, Central Bank of Sri Lanka

Poverty reduction strategy paper

IFAD reference documents

Project design document (PDD) and key files

COSOP

Administrative Procedures on Environmental Assessment

IFAD Rural Financing Policy

IFAD Targeting Policy

Other miscellaneous reference documents

DFID (2003), DFID Environment Guide – A guide to Environmental Screening. *Department for International Development. U.K.*

IFAD (2009), Environmental management and sustainable development - IFAD's Environmental and Social Assessment Procedures, *International Fund for Agricultural Development*

Micro Finance Industry Report, Sri Lanka, 2009, *GTZ*

Poverty in Sri Lanka, 2009, *Department of Census and Statistics*

Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
Goal			
Rural poverty reduction and improvement of livelihoods of 57 900 poor households achieved.	By Programme completion in 2016 (baseline 2010) -50% of targeted HHs will be raised above the poverty line; -20% increase in household assets ownership index; -25% reduction in prevalence of chronic child malnutrition.	-Poverty incidence; Baseline and impact surveys; -RIMS) surveys.	
Purpose			
Increased value addition of agricultural produce in selected marketing chains	By 2016, in target districts & for target chains -20% to 30% increase in average household incomes; -at least 50% increase in returns per labour (value added) for produce in the targeted marketing chains; -2,800 person years of employment generated.	-RIMS survey data; -Household surveys; Baseline & impact surveys	-Major external shocks or financial & food/financial crises which could weaken project effects do not occur; -Extreme weather conditions will not prevail;
• Programme/Component Outputs			
<u>Component 1(a): Private sector led marketing chain development and linkages</u>	- 21 Business Plans developed and financed - 100 farmer owned processing centres established - 100 rural infrastructure sub-projects financed - 50% of marketing chain participants adopt sustainable agribusiness practices; - 2 000 farmer groups receive credit & extension support; - 2 000 farmer groups get environmental training - 40 000 farmer families get gender sensitization courses -2 000 farmer groups and 500 company staff participate in trust building seminars -Market information system established - 13 000 farmers benefit from on-farm investments	-Annual progress reports; Programme documents; -Annual financial statements; Records of private companies and enterprises; - independent evaluations Audit report -M&E reports; -Supervision reports - Bulletins from HARTI	-Sustained demand for products in agribusinesses main markets; -Natural disasters do not offset gains in productivity from sustainable agricultural practices; -Supportive local government units to introduce and enforce appropriate policy frameworks; -No rapid change in priorities of the government away from agribusiness promotion policies; -Local, regional, national, and international market conditions are favourable to agricultural products from Sri Lanka; Every company will ensure sensitization work per BP to be supported; CBOs will sensitise their farmers.
<u>Component 1(b) CBO led marketing chain development and linkages</u>	- 10 business plans developed and financed - 4 000 farmers get on-farm investment - 60 rural infrastructure sub-projects financed - 12 000 farmers get production credit and extension support - 12 000 farmers get environmental training - 12 000 farmers and their spouses get gender sensitization training - 4 000 farmers benefit from on-farm investments		
<u>Component 2: Micro-finance and youth training</u>	- 2,200 youth from landless and poor households trained - 1,000 of these find employment with the companies - 368 groups (10 members each) start savings and access funds on credit. Average credit size Rs. 50,000 - Recipients of micro-loans increase their incomes by 15%; --Selected group members trained in bookkeeping and accounting in 80% of groups. - Recovery rates and types of activities financed.	Progress reports Independent verification reports PFI reports Evaluation reports	The target group is well identified The micro-enterprises are successful Groups do not break-up

